

Événements

28 août

le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation lance la campagne de communication 2018 du plan Écoantibio 2

31 août

les Maîtres Laitiers du Cotentin confirment la rupture du contrat avec Synutra

Agrial annonce l'acquisition du cidrier britannique Aston Manor

1^{er} septembre

l'interdiction des néonicotinoïdes entre en vigueur

À venir

du 11 au 14 septembre
SPACE à Rennes

Prix et cotations

Lait →

Viande bovine →

Viande porcine →

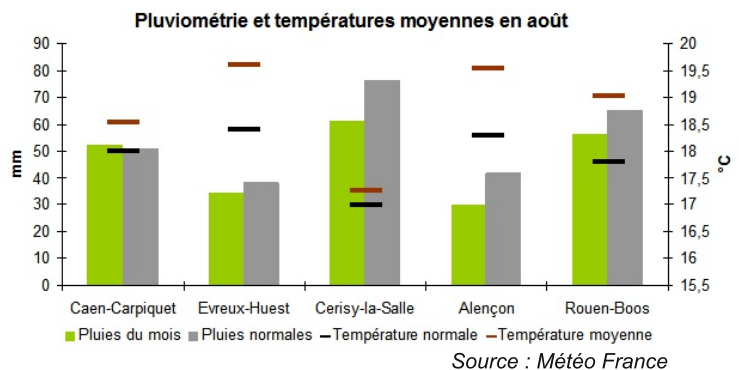
Céréales à paille →

Au sommaire en juillet-août

Lait	un volume en légère hausse au premier trimestre
Viande bovine	cours toujours en retrait sur un an
Viande porcine	stabilité des cours sur l'été
Grandes cultures	moisson décevante mais pas catastrophique
Cours du blé	flambée des cours
Export	démarrage actif de la campagne
Fourrages	des éleveurs inquiets
Focus du mois	28 % des chefs et coexploitants sont des femmes

La météo

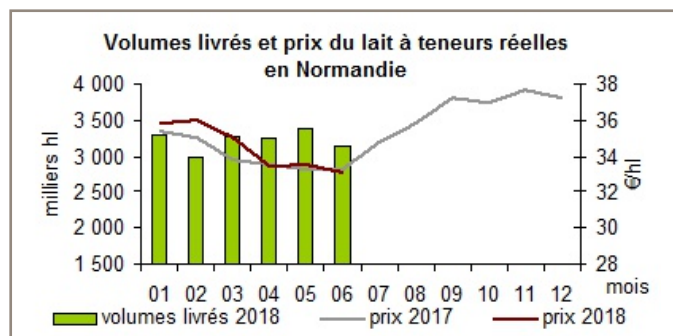
Cet été, la Normandie reçoit bien moins d'eau que la normale. En juillet, le déficit hydrique s'étend de - 35 % à Alençon à - 69 % à Cerisy la Salle. La moitié des précipitations mensuelles survient le 19 juillet à Alençon. En août, seul le Calvados reçoit une quantité d'eau normale, répartie sur quelques jours. Les autres départements présentent tous un déficit hydrique. Côté thermomètre, des températures particulièrement hautes sont relevées fin juillet et début août : il fait jusqu'à 35°C le 26 juillet à Caen, Évreux et Rouen, 32°C ce même jour dans la Manche. Il fait à nouveau 35°C le 7 août à Évreux. Le beau temps permet d'avancer les travaux de moissons. Quelques orages redonnent vie aux prairies et aux cultures mais tous les territoires n'en bénéficient pas. Des éleveurs pâtissent particulièrement de la situation entre prairies grillées et rendements de maïs fourrage en baisse.



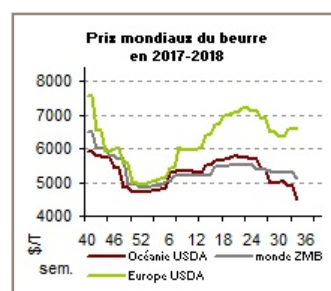
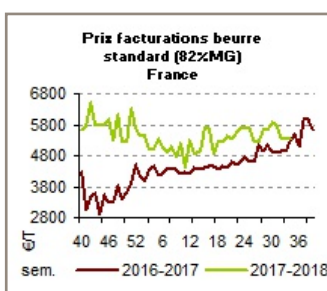
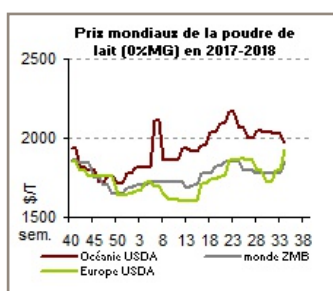
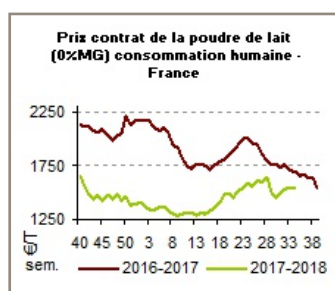
PRODUCTIONS ANIMALES

Lait : un volume en légère hausse au premier trimestre

En juin, le volume collecté depuis le début de la nouvelle campagne est en hausse par rapport à la campagne précédente (+ 1,6 %). Cette hausse cache de fortes disparités entre départements. En effet, la collecte calvadosienne régresse de 1,7 %, la seino-marine de 2,2 % tandis que la collecte de la Manche progresse de 5,1 %. Côté prix, la stabilité est de mise : + 0,1 % au premier trimestre de la campagne sur un an. En juin, le prix à teneurs réelles se tasse légèrement par rapport à juin 2017 (- 0,5 %) à 33,06 €/100 l au niveau régional. Le prix standard s'élève à 31,56 €/100 l.



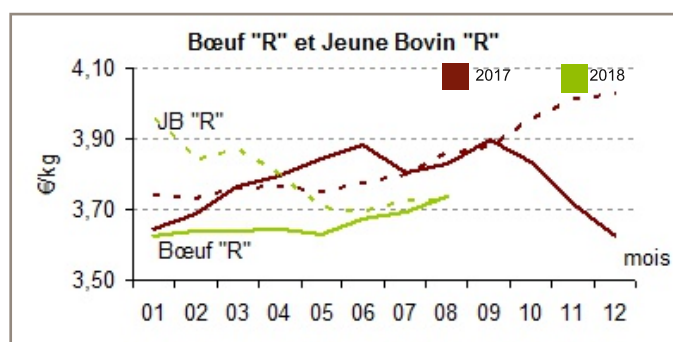
Source : FranceAgriMer – Agreste – EMLestim



Sources : FranceAgriMer – USDA

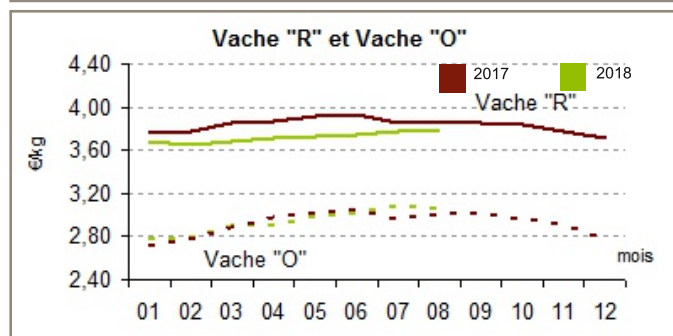
Viande bovine : cours toujours en retrait sur un an

Cet été, les cours de viande bovine affichent une hausse excepté pour les jeunes bovins. Ils sont toujours en retrait sur un an pour les viandes de bœufs, de vaches allaitantes et de jeunes bovins (entre - 2 et - 3 %). Ceux de vaches laitières s'en sortent mieux. En juillet 2018 au niveau national, les abattages de bovins augmentent en têtes (+ 1,2 %) et en poids (+ 3,7 %), par rapport à 2017.

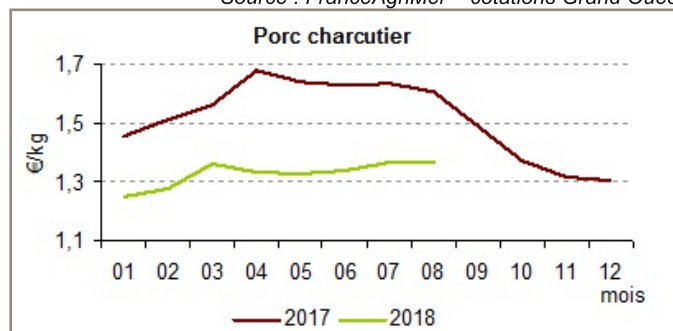


Viande porcine : stabilité des cours sur l'été

La demande, tout comme l'offre, est mesurée en juillet et août. En effet, sur le marché intérieur, la fermeture de certaines collectivités et les départs en vacances perturbent l'activité commerciale. De plus, la situation à l'export n'évolue pas, les besoins restent modérés et les prix bas. Les fortes chaleurs influent sur l'offre et la demande : elles freinent la croissance des porcs et tendent à limiter la consommation hexagonale dans son ensemble. Aux États-Unis, les premières mesures de rétorsion des pays importateurs de porc américain se font sentir, entraînant le cours à la baisse. En Chine les cours grimpent ; la peste porcine africaine prend de l'ampleur, des abattoirs sont fermés. Depuis le début d'année 2018, les abattages de porcins se situent à un niveau plus soutenu qu'en 2017.



Source : FranceAgriMer – cotations Grand Ouest



Source : FranceAgriMer – cotations classe E – Nantes

PRODUCTIONS VEGETALES

Grandes cultures : moisson décevante mais pas catastrophique

La moisson s'achève dans de très bonnes conditions, en avance par rapport au calendrier habituel. Les rendements des céréales à paille sont décevants, généralement en dessous de la moyenne quinquennale. En revanche, la qualité est au rendez-vous avec notamment un taux de protéines proche de 12 pour le blé. Déception également côté colza ; des zones affichent des rendements inférieurs à 30 qtx/ha. 2018 est également une mauvaise année pour le pois.

Les cultures en place souffrent du manque d'eau, le facteur variété influe sur leur résistance. Les semis de colza sont difficiles à réaliser mais les pluies de la fin août sont bénéfiques. 3,8 millions de tonnes de blé sont collectées en Normandie sur la campagne 2017-2018, soit 22 % de plus que la collecte 2016-2017, particulièrement mauvaise du fait d'une récolte 2016 catastrophique.

Cours du blé : flambée des cours

Suite à la baisse notable de production de céréales chez les principaux pays exportateurs, les cours du blé flambent cet été. S'ensuivent des variations en dents de scie principalement générées par les activités en Russie (rumeurs et démentis de limitation d'exportation), les arrivées des productions sur le marché et les prévisions de récolte mondiale de maïs. Les productions européennes trouvent très ponctuellement du soutien dans le repli de l'euro face au dollar.

Export : démarrage actif de la campagne

La campagne 2017-2018 s'achève avec un volume de céréales exporté dans la moyenne quinquennale : 6,95 millions de tonnes exportées contre 6,96 en moyenne. L'export de la campagne 2018-2019 débute sur un volume exceptionnel en juillet : près de 600 000 tonnes depuis Rouen contre 366 000 tonnes en moyenne ce même mois entre 2013 et 2017. Les échanges mondiaux sont importants ; les exports russes exceptionnels d'autant plus que la moisson est précoce. La mer Noire ne sera certainement pas en mesure de suivre cette cadence toute la campagne. Malgré la baisse de production mondiale, la situation est loin d'être aussi catastrophique qu'en 2007-2008, avec des stocks mondiaux de céréales beaucoup plus importants qu'il y a onze ans.

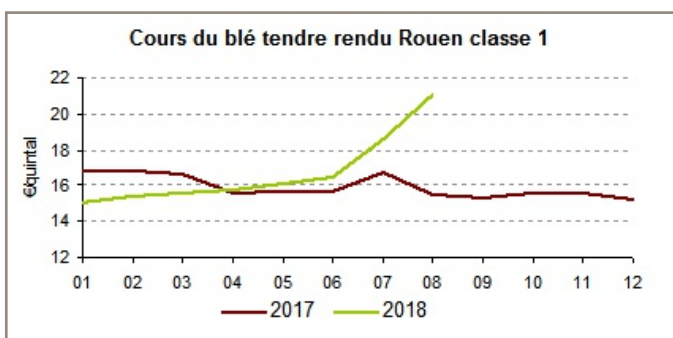
Fourrages : des éleveurs inquiets

Les champs de maïs présentent des états très hétérogènes selon les territoires. Calamiteux pour certains, d'autres, en sol profond, sont tout à fait corrects, ayant su tirer parti de quelques orages. Les prairies continuent leur pousse en juillet mais stoppent ou ralentissent fortement sur août. Certaines grillent totalement. Nombre d'éleveurs sont contraints de puiser dans leurs stocks d'hiver pour nourrir les troupeaux.

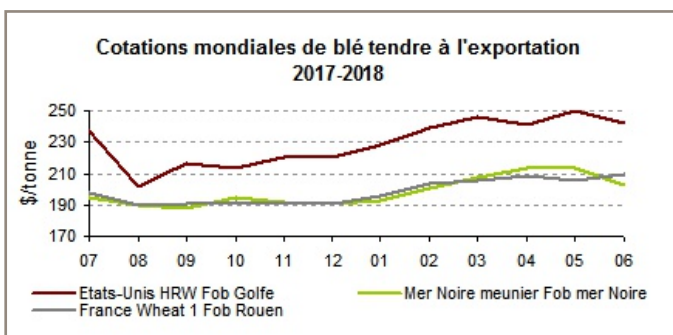
Collecte des organismes stockeurs en Normandie (1 000T)

	Mai 2018	Juin 2018	Evolution 06-18/06-17	Cumul campagne	Evolution N/N-1
Blé	325	193	49%	3 798	22%
Orge	27	9	-60%	728	11%
Maïs	6	8	251%	147	58%
Colza	37	22	423%	524	16%
Pois	5	2	264%	56	6%

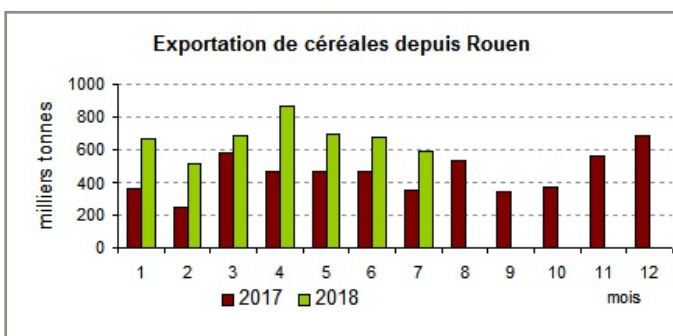
chiffres provisoires consolidés en fin de campagne Source : FranceAgriMer



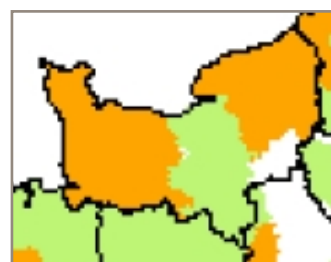
Source : FranceAgriMer



Source : CIC - FranceAgriMer



Source : Port de Rouen



■ déficit faible : de plus de 75% à 90%
■ normale : de plus de 90% à 110%

Source : Agreste - ISOP - Météo-France - INRA

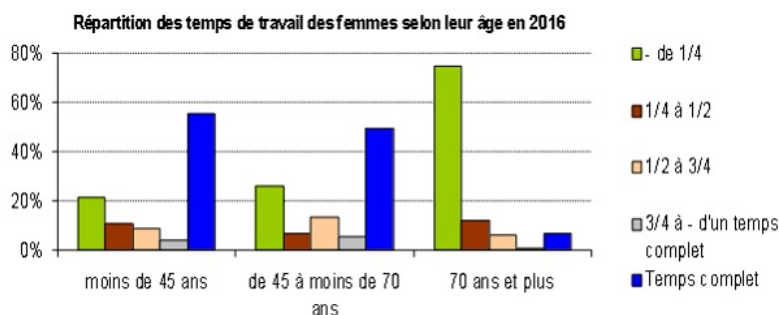
28 % des chefs et coexploitants sont des femmes

En 2016, près de 17 400 femmes travaillent sur les exploitations normandes. 64 % d'entre elles exercent des responsabilités en tant que cheffes d'exploitations ou coexploitantes. Ces dernières représentent 28 % des chefs et coexploitants régionaux en nombre et 25 % en unité de travail annuel (UTA). En 2010, elles représentaient 29 % des chefs et coexploitants.

Les femmes cheffes ou coexploitantes ont en moyenne 57 ans contre 52 ans pour les hommes, en lien sans doute à la reprise des exploitations par les conjointes lors du départ en retraite de leurs maris. En 2010, l'âge moyen des femmes était de 56 ans contre 50 pour les hommes.

Le temps partiel des femmes lié à l'âge

Les femmes cheffes ou coexploitantes exercent plus en temps partiel (57 % d'entre elles) que les hommes (42 %) ; elles sont présentes en moyenne à 57 % sur l'exploitation contre 70 % pour les hommes, y compris les temps employés aux activités de diversification. Alors qu'un quart des hommes cumule une deuxième activité lucrative, un cinquième des femmes est double actif.



Source : Agreste-Enquête Structure 2016

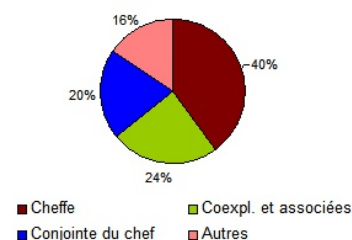
Le temps partiel des femmes est très lié à l'âge : les 2 000 cheffes ou coexploitantes ayant 70 ans ou plus (soit 18 % des femmes) exercent à hauteur de 21 % d'un temps complet en moyenne. Seuls 9 % d'hommes chefs ou coexploitants sont âgés de 70 ans ou plus, ils travaillent en moyenne à 33 %. Les femmes de moins de 70 ans exercent leur activité sur l'exploitation à hauteur de 66 % d'un temps complet en moyenne.

La situation a peu évolué depuis 2010 : 55 % des femmes étaient à temps partiel contre 40 % des hommes. Les 17 % de femmes cheffes ou coexploitantes qui avaient 70 ans ou plus travaillaient majoritairement moins d'un quart de temps complet.

Peu d'activités de diversification chez les femmes cheffes et coexploitantes

Peu de femmes cheffes ou coexploitantes ont une activité de diversification (4 %) ; elles y consacrent 41 % de leur temps. Les 6 % des hommes chefs et coexploitants en effectuant y passent 29 % de leur temps. En 2010, 6 % des femmes et 7 % des hommes avaient déclaré une activité de diversification. Pour les femmes, il s'agissait plus d'une activité principale (62 % d'entre elles) et pour les hommes, plutôt secondaire (61 % d'entre eux).

Place des femmes dans les exploitations



Source : Agreste-Enquête Structure 2016

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Directrice de publication : Caroline GUILLAUME

Rédacteur en chef : Michel DELACROIX

Composition et impression : SRISE

Dépôt Légal : à parution

I.S.S.N. : 2497-2851

SERVICE REGIONAL
DE L'INFORMATION STATISTIQUE
ET ECONOMIQUE DE NORMANDIE

2 rue Saint-Sever - 76032 ROUEN CEDEX

tél. : 02.32.18.95.93 - fax : 02.32.18.95.97

srise.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr

www.draaf.normandie.agriculture.gouv.fr

Avec la contribution des exploitations des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole.

